

523/ Afrique midi (1994 JAF 0101 B) - 11 avril 1994

P = Donaig Le Du

Direct avec Christophe Boisbouvier de Kigali :

(Q. de D. le D. : Alors où est-ce qu'on en est ce matin sur le plan militaire ?)

Il n'y a toujours pas de cessez le feu. Le général Roméo Dallaire se démène. Il fait la navette en avion entre le gouvernement de Kigali et les rebelles dans leur quartier général de Mulindi. Pour l'instant, les deux camps n'arrivent pas à s'entendre... Les combats continuent. Je les entends, tout le monde les entend... Quand au nord du pays, il est très difficile de savoir ce qui s'y passe parce qu'il y a très peu de témoins. On ne sait pas si les rebelles avancent toujours. Ce qui est certain c'est qu'ils ne sont pas en vue de la capitale. Le gouvernement intérimaire affirme que la progression aurait été bloquée sur les trois fronts du nord, devant Ruhengeri, Byumba et dans le Mutara. Des sources indépendantes, notamment des confrères qui étaient sur place il y a 48 heures, confirment que samedi, les rebelles étaient surpris par la capacité de résistance de l'artillerie de l'armée régulière, que l'on croyait désorganisée. Et donc qu'ils ne pouvaient pas s'emparer de Byumba. Mais je vous le rappelle, c'était avant-hier et tout ça a pu bouger. Tout va très vite. Le pays est petit. Byumba n'est jamais qu'à 80 km de Kigali.

(Q. de D. le D. : Christophe, vous avez traversé Kigali ce matin. Quel spectacle offre la ville ?)

Aucun véhicule ne circule en dehors de ceux des militaires français, Nations unies et de quelques voitures diplomatiques. Les gens restent terrés chez eux. Il reste un certain nombre de cadavres sur les chaussées, notamment dans les quartiers populaires. Et vous croisez de loin en loin de petits groupes de personnes visiblement assez excités avec des coupe-coupes à la main. »

Itw d'Emile Rwamasirabo, un des responsables du FPR à Kampala (Farida Ayari) :

« Nous tenons ce gouvernement comme étant responsable de tout ce qui se passe actuellement. Quand on voit la composition de ce gouvernement, on voit très bien qu'il s'agit de la bande la plus extrémiste de la politique rwandaise. Prenez l'exemple de l'actuel ministre de l'Intérieur. Vous avez peut-être entendu parler de ce qu'on a appelé « l'escadron de la mort ». Mais il fait partie de cet escadron de la mort. Il a même été cité dans le rapport de la Commission internationale des droits de l'homme pendant les massacres des populations du Bugesera. Comment voulez-vous que l'on négocie avec des gens qui sont à l'origine de ces tueries ? Comment voulez-vous que l'on négocie avec des gens qui ont massacré en deux, trois jours plus de 10 000 personnes ? C'est inimaginable. Ce qu'il faut maintenant, c'est avancer le plus vite possible vers Kigali. Essayer de sauver ce qui peut être sauvé. »

Suite du direct avec Christophe Boisbouvier de Kigali :

(Q. de D. le D. : Alors Christophe comment se passe l'évacuation des étrangers ?)

Côté Français, l'évacuation est quasiment terminée. Il ne resterait plus qu'une quarantaine de Français. Un certain nombre de Français qui ne sont pas encore tous récupérés en brousse et puis une dizaine de religieux, de Pères blancs ou de sœurs qui restent attachés à ce pays, qui ne veulent pas partir... Côté belge, il reste encore la majorité des ressortissants belges. Ils étaient très nombreux, 1 500, avant le début de la crise. 300 paracommandos belges sont arrivés hier soir et devaient être suivis de 500 autres aujourd'hui. Le problème, c'est que les Belges sont plutôt mal vus ici par une population hutue. Ils les considèrent comme pro-FPR, à tort ou à raison. Du coup, un camion belge des Nations unies a été accroché par des tirs de francs-tireurs ce matin... Vous voyez que tous les problèmes ne sont pas résolus. »

P : ... La grande question, c'est maintenant de savoir quel va être le rôle de la France et de l'armée française sur place. Les soldats vont-ils partir une fois l'évacuation terminée ? Pour Alain Juppé, Paris doit relancer le dialogue au Rwanda.

Itw d'Alain Juppé, Premier ministre (sur Europe 1) :

« Il suffit de voir les images pour se rendre compte que l'horreur n'a pas de limites. La France, vous savez, a beaucoup fait au Rwanda depuis des mois et des mois. Nous avons obtenu des résultats puisque les accords d'Arusha avaient été signés, puisque les soldats français avaient été sur le terrain pour faciliter la réconciliation et les choses progressaient. C'est hélas l'attentat contre l'avion transportant les deux présidents qui a provoqué la reprise des combats. Je crois qu'il est de notre devoir de relancer le processus de dialogue. Ça a l'air impossible quand on voit ce qui se passe, quand on voit le degré de haine entre les Hutus et les Tutsis. Les accords d'Arusha sont là. Et le rôle de la France est de tout faire avec les pays de la zone, avec l'Oua, avec l'Onu pour essayer de faire prévaloir la raison sur la folie qui est en train de se déchaîner. »

P : ... Les combats ont jeté sur les routes des centaines de personnes qui tentent de gagner les pays voisins.

Pap. de Dominique de Courcelles :

« Tous ceux qui essayent d'échapper aux massacres se retrouvent jetés sur les routes pour rejoindre au plus vite les pays voisins. Il s'agit pour la plupart de Tutsi qui ont commencé à fuir dès le lendemain de la mort du président Habyarimana. Ils sont déjà plus d'un millier à avoir franchi la frontière zaïroise, notamment vers Goma, où là ils sont pris en charge par des organisations humanitaires. Et pourtant, ils sont loin d'être à l'abri dans cette région, où ils ne sont pas les bienvenus. Tant s'en faut. Rappelons les massacres de la population rwandaise déjà réfugiée dans cette région il y a encore quelques mois. Au Burundi... relativement calme, des centaines de

personnes fuient vers la Tanzanie. Elles craignent la contagion des troubles de Kigali... D'après les témoignages, la situation est très, très tendue à Bujumbura. »

Invité : Jean-Michel Marlaud, ambassadeur de France à Kigali.

Itw de Jean-Michel Marlaud, ambassadeur de France à Kigali (Christophe Boisbouvier) :

« A ce stade, nous avons évacué 617 expatriés. Ce matin, il y en a 89 supplémentaires... »

(Q. de C. B. : Expatriés de toute nationalité ?)

Expatriés de toute nationalité bien sûr mais surtout des Français...

(Q. de C. B. : Es-ce qu'au terme des évacuations, il restera des Français au Rwanda ?)

... Ceux qui ne veulent pas partir, nous n'avons pas la possibilité de les forcer.

(Q. de C. B. : Par exemple ?)

Il y a un certain nombre de pères ou de sœurs qui parfois refusent d'être évacués... Par ailleurs, pour l'instant, l'ambassade reste ouverte.

(Q. de C. B. : Vous pensez évacuer tout le personnel diplomatique avec la fin de l'évacuation ?)

Pour l'instant, l'ambassade est ouverte. Tant qu'il n'y aura pas de décision contraire, elle restera ouverte.

(Q. de C. B. : Quelle est la mission de cette force française à Kigali aujourd'hui ? C'est uniquement l'évacuation ou c'est éventuellement le maintien de l'ordre sur l'aéroport et sur quelques autres zones sensibles ?)

La mission des forces françaises est d'assurer la sécurité des ressortissants français et étrangers qui souhaitent quitter le Rwanda.

(Q. de C. B. : Rien d'autre ?)

C'est la mission qui leur a été assignée. Ca a été dit à Paris très clairement.

(Q. de C. B. : Y a t il beaucoup de Français décédés ?)

En dehors de l'équipage de l'avion présidentiel, nous avons un décès confirmé.

(Q. de C. B. : Un père blanc dans le sud du Rwanda ?)

Oui mais vous me permettez de ne pas trop donner de détails parce que je crains toujours que des proches puissent apprendre cela avant d'avoir été prévenu directement. Je préfère ne pas m'étendre.

(Q. de C. B. : On parle de cessez le feu depuis 24 heures. Où en est-on ce lundi midi ?)

Les discussions sont toujours en cours... C'est la Minuar qui sert d'intermédiaire. Pour l'instant, ça n'a pas abouti.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous croyez ça possible dans les heures qui viennent étant donné les conditions posées d'un côté comme de l'autre ?)

Le gouvernement rwandais a aussitôt appelé à un cessez le feu, que pour l'instant le FP a rejeté. Il reste à savoir si le FPR finira par accepter ce cessez le feu dans tout le pays.

(Q. de C. B. : Le gouvernement rwandais qui vient d'être nommé il y a quelques jours est dénoncé par certains comme un gouvernement de durcissement contre le FPR ? Qu'en pensez-vous ?)

En ce qui concerne le remplacement du président Habyarimana, le nouveau chef de l'Etat par intérim et l'ancien président de l'Assemblée nationale, ce qui correspond aussi bien aux dispositions de l'ancienne Constitution rwandaise qu'aux dispositions de l'accord d'Arusha lui-même, et la répartition des ministères et des portefeuilles ministériels entre les partis politiques, est resté identique à ce qu'elle était dans le cadre du partage du pouvoir qui avait été prévu par les accords d'Arusha. En ce qui concerne maintenant l'appréciation du rapport de forces politique au sein de ce gouvernement, là chacun peut avoir une appréciation différente.

(Q. de C. B. : Si demain il y a un cessez le feu, est-ce que vous imaginez un accord politique possible encore dans l'esprit des accords d'Arusha, après tout ce qui s'est passé ces derniers jours ?)

Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a pas de solution au problème du Rwanda, s'il n'y a pas de réconciliation, s'il n'y a pas de capacité à travailler et à vivre ensemble. Les accords d'Arusha étaient un effort dans cette direction. C'est la seule voie pour sortir de la crise rwandaise. »

524/ Afrique soir (1994 JAF 0101 C) - 11 avril 1994

P = Pascal Gautier

T = Le FPR tente de mettre la pression sur Kigali. La Minuar n'a toujours pas réussi à obtenir une trêve. Les organisations humanitaires évacuent leurs personnels et la plupart des étrangers ont quitté le Rwanda à l'exception des Belges.

P : Kigali ne sort donc pas du cauchemar. Ce matin, des combats à l'arme lourde ont repris entre l'armée et le bataillon du FPR qui est encerclé. Quant aux massacres, ils se sont poursuivis. Ce soir ou demain, la situation pourrait peut être encore s'aggraver. Il semble, il semble, que les renforts du FPR soient de plus en plus près de Kigali.

Direct avec Christophe Boisbouvier de Kigali :

(Q. de P. G. : Est-ce qu'il y a des éléments qui permettent de savoir si effectivement les renforts du FPR ne sont plus très loin de Kigali ?)

Je crois qu'il faut être très prudent pour l'instant car toutes les informations dont nous disposons sont parcellaires. Ce qui est certain, c'est qu'il n'est plus question de cessez le feu pour l'instant. Ce matin, les rebelles ont appelé par radio tous les Rwandais à combattre, je cite, le gouvernement d'assassins qui vient d'être nommé à Kigali, fin de citation. Leur avant-garde a un objectif en effet, descendre le plus vite du nord du pays pour faire la jonction avec les 600 rebelles encerclés dans Kigali depuis cinq jours. 600 rebelles qui se battent avec l'énergie du désespoir, qui essaient même de percer avec même, c'est une surprise, beaucoup d'artillerie lourde. L'armée gouvernementale résiste. Elle s'était formée en hérisson autour de Byumba à 80 km au nord de la capitale. Elle semble avoir bien résisté aux premières attaques rebelles de vendredi et samedi dernier. Il est difficile de savoir si elle résiste toujours avec